

LE SOCIALISME

Le 4 mars 2024

Demain j'ajouterais des documents, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Arguments pour lutter contre la régression sociale et la guerre.

Quand le progrès social bénéficie à la majorité d'un peuple au détriment d'un ou plusieurs autres, elle est portée à se satisfaire ou à se contenter de sa condition et à légitimer le régime en place, pire, à cautionner tous ses forfaits, crimes ou guerres pour préserver ses privilèges, et plus longtemps cette situation durera, plus son niveau de conscience politique aura tendance à régresser au lieu de progresser.

Voilà ce qu'on a pu observer tout au long du XXe siècle, plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui offrit au capitalisme une occasion de se refaire temporairement une santé, et de renforcer son pouvoir économique et son emprise politique sur tous les peuples, qui furent les uniques victimes ou perdants de cette guerre sur fond de trahison ou abandon du socialisme.

Ce constat ou ces rapports entre les classes, la plupart des militants le rejettent ou ils ne veulent pas en entendre parler, ils préfèrent se réfugier derrière des formules ou des théories rabaisées au rang de dogmes putréfiés, qui ne permettent pas de rivaliser ou de lutter contre l'idéologie de la réaction et sa philosophie nihiliste aux effets dévastateurs, ils se décomposent à leur tour.

On n'a pas compris, semble-t-il, que, si toute lutte sociale est politique, la combinaison de deux facteurs va jouer un rôle déterminant dans l'évolution du niveau de conscience des masses ou la manière dont elles interpréteront leurs rapports au capitalisme ou la place qu'elle occupe dans la société, à savoir, les conditions objectives dans lesquelles cette lutte a lieu, conditions qui vont subir de profondes transformations en fonction du développement du capitalisme mondial, et la manière dont cette lutte est conduite ou son orientation politique.

La combinaison de ces deux facteurs va déterminer les enseignements qu'en retiendront les masses pour la suite de leur combat ou influencera leurs rapports avec le régime capitaliste et ses institutions, de telle sorte que l'interprétation qu'elles en feront sera profondément gravée dans leurs cerveaux pour longtemps.

On aura compris que l'orientation politique dans laquelle se déroule la lutte de classe du prolétariat est capitale pour la suite de son combat, et selon qu'elle aura un contenu révolutionnaire ou réactionnaire, il pourra en tirer profit pour poursuivre son combat jusqu'à son émancipation du capital ou il y sera subordonné et il pourra faire une croix dessus.

Ce n'est pas le progrès social en soi qui est en cause ici, mais l'interprétation politique que les masses en font, ainsi que les partis politiques qui les représentent, puisqu'ils sont devenus étrangers au socialisme ou ils le combattent.

Le capitalisme a poursuivi et accéléré sa mondialisation depuis 1945, je pense qu'on est au moins d'accord sur ce point. Par conséquent, chaque analyse ou toute interprétation politique doit inclure ce facteur, car sachant que le développement du capitalisme est inégal d'un pays ou d'un continent à l'autre, ce qui se passe dans un pays est forcément lié à ce qui se passe dans d'autres pays, sans qu'il soit nécessaire de rappeler qu'il existe des puissances impérialistes, des pays dominants ou colonisateurs et des pays dominés ou colonisés dont l'indépendance ou la souveraineté politique sont à prendre au conditionnel, puisque leur statut politique est soumis à des contraintes économiques (et militaires) qui leur sont imposés...

Bref, chacun aura compris qu'aujourd'hui plus que jamais le sort d'un exploité ou d'un opprimé, ses conditions de travail et d'existence dépendent de ceux qui existent dans d'autres pays, car ils subissent tous la division internationale du travail, ainsi que les règles cruelles imposées par les gangsters de la finance qui essaient la planète, dès lors leur lutte sociale ou politique doit impérativement inclure cette dimension internationale ou mondiale si elle ne veut pas avoir un contenu réactionnaire.

En quelque sorte, il aurait fallu signifier aux masses lors de chaque lutte, que le bonheur des uns se fait forcément au détriment du malheur des autres, d'autres travailleurs quelque part dans leur pays ou ailleurs dans le monde, sans vouloir les culpabiliser ou les en accuser évidemment, mais parce que c'est la stricte vérité, car en économie non plus rien ne se perd ne se crée mais tout se transforme, ce qui signifie par exemple, que si vous arrachez une classe, un prof ou un surveillant de plus dans l'école de votre enfant, le ministère de l'Éducation en fermera une ailleurs, il supprimera des postes dans un autre établissement.

Dites-vous bien que votre salaire, vos avantages sociaux, votre niveau de vie, ne correspondent pas forcément à une partie de la plus-value que vous auriez produite, c'est d'ailleurs de moins en moins le cas en occident, en France dans une société largement dédiée aux services (79%), où la production industrielle ne représente plus que 19% environ du PIB, où l'endettement de l'État français a dépassé 3000 milliards d'euro (décembre 2023), comment expliquer autrement cette anomalie qui ressemble de plus en plus à une subvention du marché de la consommation, sinon par le maintien dans le sous-développement économique et social, la pauvreté et la précarité absolue des trois quart des 8 milliards de travailleurs et leurs familles, sans oublier toutes les guerres qu'ils subissent.

Tandis que les tenants du capitalisme nous vantent le développement économique ou les progrès sociaux réalisés dans certains pays qu'on appelait hier encore le tiers-monde, développement sur fond de surexploitation, on s'aperçoit qu'au même moment les masses des pays occidentaux sont soumises à une régression sociale généralisée, à la dislocation des services publics, des couches entières des classes moyennes disparaissent ou sombrent dans la pauvreté et la précarité, plus de 300.000 travailleurs et leurs familles sont clochardisés ou dorment dans la rue ou des abris de fortune...

Bref, le transfert de capitaux d'un pays ou d'un continent à un autre permet aux plus riches d'accroître leur fortune, pendant que la division internationale du travail participe à la répartition de ce qui reste entre chaque travailleur du monde entier, certains verront leur part

augmenter moyennant des sacrifices inouïs, je n'ose pas appeler cela une chance, en Inde je suis bien placé pour observer de quelle manière cela se traduit, d'autres verront leurs conditions se dégrader, et malheur à tous ceux qui en sont exclus.

Le capitalisme ne possède aucune vertu morale ou humaniste, il n'en a jamais eu, il en est incapable, c'est incompatible avec sa raison d'être, avec les lois de fonctionnement qui le régissent et dont il est esclave lui-même. Il fonctionne en circuit fermé, ce qu'il donne d'une main, il doit le reprendre d'une autre main, peu importe laquelle.

C'est la combinaison du développement économique et de la lutte de classes qui a produit le progrès social, ce qu'ignore la plupart des militants et des travailleurs. Retirez la lutte de classes et le progrès social disparaît, sauf quand il était indispensable au fonctionnement de la machine du capitalisme, et encore, il fallait voir dans quelles conditions.

En Inde, tous les Indiens que je côtoie travaillent, ils sont pauvres et ils sont voués à la précarité jusqu'à la fin de leur vie. Leur revenu a augmenté considérablement, cela leur a permis d'acquérir des biens matériels, mais surtout de régler des factures ou charges nouvelles et incompressibles, eau, électricité, gaz, assurance, essence, frais scolaires, téléphone, abonnement TV, Internet sans oublier le crédit et des dettes personnelles, au détriment de leur alimentation, de leur santé, de l'entretien de leur deux-roues à moteur et de leur habitation, de leur habillement, de leurs enfants qui n'auront jamais de jouets ou qui ne partiront jamais en vacances, ils ne font pas de sports non plus, ils n'ont le droit à aucune distraction ou exceptionnellement, et pour survivre ils triment 6jours/7 sans congés ou avantages sociaux...

Bref, une vie d'esclave en guise de progrès social au détriment de leur liberté, avec en prime des rapports exécrationnels entre eux sur fond de corruption généralisée, sans droits sociaux ou politique hormis le droit de vote et de s'organiser, et la journée de travail de 8 heures, avec dérogation jusqu'à 12 heures par jour, un cauchemar. Quand un Indien s'adresse à un fonctionnaire ou à un patron, il baisse la tête et lui donne du « *sir* » (monsieur) en veux-tu en voilà, c'est plus une marque de soumission que de respect, c'est la norme sous ce régime archaïque, semi-féodal, dictatorial que les Indiens haïssent sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Les membres des classes moyennes sont logés à la même enseigne, ils font aussi profil bas, à ceci près qu'au lieu d'attendre d'être rackettés ils casquent d'emblée ! Ils ont plus de frics, ils peuvent se payer une bagnole et des serviteurs, ils vivent dans des maisons spacieuses ou confortables, à ceci près qu'ils en profitent très peu, encore moins que les pauvres car ils sont totalement dévoués à leur patron auquel ils ne peuvent rien refuser, et pour ne pas le décevoir, ils font du zèle. Ah pour consommer, ils consomment et achètent un tas de conneries, des tas de bijoux en or par exemple, il faut bien qu'ils se distinguent des pauvres, ils peuvent même se payer des vacances, très courtes évidemment, ils les passeront principalement dans leur bagnole ou dans un hôtel, on ne peut pas dire qu'ils ne savent pas vivre, ils ignorent ce que cela signifie. Ils peuvent se soigner dans une clinique privée et envoyer leurs rejetons dans une école privée, il faut bien que leur fric serve à quelque chose, les vases communicants comme toujours. Bref, on ne les envie pas.

Je viens de vous donner un exemple de ce que peut signifier le progrès social version capitaliste, c'est-à-dire lorsqu'il est davantage le produit du développement économique plutôt que la lutte de classe des exploités qui est quasi-inexistante ici, ce n'est pas génial, n'est-ce pas ! C'est ce que vous avez commencé à vivre ces dernières décennies en France,

depuis que le mouvement ouvrier s'est littéralement disloqué sous la pression du néolibéralisme, à moins d'un sursaut qui à l'heure actuelle demeure hypothétique, s'ils décidaient de passer à l'économie de guerre, ils pourraient en profiter pour remettre en cause une partie des congés payés, le 13^e mois, augmenter la durée du travail hebdomadaire, repousser encore l'âge du départ à la retraite, etc.

Il y a urgence à renouer avec le socialisme et à subordonner chaque lutte à la nécessité de renverser le capitalisme et ses institutions, mais pour que des travailleurs adoptent cet objectif, il faut leur expliquer ce qui s'est réellement passé au XXe siècle, pourquoi nous en sommes arrivés là, et cesser de leur raconter des balivernes.

En complément.

Je viens de tomber sur un article révélateur, et je ne peux pas résister à l'envie de vous le communiquer. Je trouve la réaction de ces gens-là surréaliste.

On ne fait décidément pas partie du même monde, je me demande comment on pourrait se comprendre, même lorsque je vivais en France, jamais je n'ai vécu comme eux, à croire que j'étais déjà étranger à ce pays. C'est effrayant quelque part de constater à quel point ils sont conditionnés, donc sur le plan politique cela doit être pire encore.

Face à l'inflation, de plus en plus de Français rognent sur leurs dépenses d'hygiène : "On a l'impression de descendre une pente glissante" - francetvinfo.fr 3 mars 2024

https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/temoignages-face-a-l-inflation-de-plus-en-plus-de-francais-rognent-sur-leurs-depenses-d-hygiene-on-a-l-impression-de-descendre-une-pente-glissante_6395977.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240303&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Cela ne s'invente pas.

- « *Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale.* »

<https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/>

J-C – Mais ces conflits ou guerres n'affectent pas directement le mode de vie quotidien des masses en Occident, du coup, soyons patient par-dessus tout, la reconstruction du mouvement ouvrier attendra encore. Je vous avais invité à y participer, en vain. Soit.

Autrefois quand l'info était transmise de bouche à oreille, elle valait ce qu'elle valait, mais elle était suffisante pour mobiliser des millions de travailleurs. Quand un militant ou un dirigeant parlait on l'écoutait attentivement, on le croyait sur parole à tort ou à raison, toujours est-il que le niveau de conscience politique des travailleurs progressait, ils en profitaient pour

s'organiser dans la perspective de changer la société, un nombre non négligeable croyait dans le socialisme ou le communisme.

De nos jours, on est submergé d'infos dont la plupart ne valent pas grand-chose, et quand un militant ou un dirigeant s'exprime, on s'empresse de le contredire pas forcément pour de bonnes raisons. On ne croit plus en rien ni en personne et le niveau de conscience et d'organisation des masses sont au plus bas sans qu'aucune perspective politique ne pointe à l'horizon laissant le champ libre à la démoralisation, au désespoir, à la résignation, à la dépression.

Autrefois nous avions la boussole du socialisme pour nous guider, de nos jours plus rien. Résister dans ces conditions ou sans orientation politique ne peut mener que nulle part ou à de nouvelles défaites toujours plus douloureuses ou tragiques ; Quand on pense à nos amis palestiniens, on se retient d'hurler de rage et de pleurer tant notre impuissance est cruelle.

Pour autant, on ne va se laisser aller à se coller une balle dans la tête ou à prendre les armes pour tirer dans le tas, on n'a aucune raison de nous résigner parce que la légitimité est de notre côté, l'histoire est de notre côté, nos forces sont intactes, le socialisme est intact, sinon je ne serais plus de ce monde !

J'ai la chance et le malheur de vivre tout cela de mon trou en Inde où je suis relativement épargné, où j'ai une vie relativement stable et satisfaisante, au calme, je vis à mon rythme. Je n'irais pas jusqu'à dire que je suis heureux de vivre, tout en ayant conscience d'être tout de même un foutu privilégié par rapport à des milliards de travailleurs qui croulent sous les difficultés pour survivre ou qui vivent dans des pays devenus des cauchemars. Il y en a beaucoup dans la famille de ma compagne et autour de moi, et je ne peux pas faire grand-chose pour eux, je suis trop pauvre.

Ce que j'appelle un privilège, que m'envient beaucoup d'Indiens, c'est de pouvoir survivre sans avoir à me poser trop de questions. C'est ce qui arrive aussi quand on devient vieux, on a la vie derrière soi et non devant, on a moins de besoins, on peut se passer de beaucoup de choses, heureusement, c'est ce que je voulais dire parce que la perspective est plutôt angoissante pour les plus jeunes.

Ils vivent avec la peur du lendemain, du pire qui pourrait leur arriver, c'est pour cela qu'ils ne se projettent jamais dans le futur, vaut mieux pas. Ils vivent au jour le jour, au point de ne presque jamais respecter un rendez-vous. J'ignore si vous vous rendez compte de ce que cela signifie, même là-dessus ils n'ont aucun pouvoir, ils ne peuvent rien prévoir à l'avance, même pas le jour même, hormis de nouveaux emmerdements !

De quelle liberté parlons-nous alors, cela n'existe pas ici, tout nous est imposé, on est pris dans un engrenage infernal dont on ne peut pas sortir. C'est peut-être con à dire, leur seul bonheur est du domaine de la providence à laquelle personne ne croit, mais dont tous espèrent qu'elle leur viendra un jour en aide. Au passage, vous comprendrez l'attrait de la religion, qui à sa manière leur offre une sorte de réconfort providentiel.

En France, vous disposez de beaucoup plus de liberté, c'est peut-être ce qui explique pourquoi vous ne croyez plus en rien non plus, même pas dans le socialisme au risque de perdre le peu de liberté qu'il vous reste encore. C'est dommage que vous ne puissiez pas y consacrer du

temps et que vous le gaspillez en pure perte ; Rien ne perd, rien ne se crée, tout se transforme... à vos dépens si vous n'y prenez pas garde, à votre place j'y réfléchirais.

Le socialisme, c'est la seule manière de pouvoir se transporter dans le futur, de se sentir réellement libre, car il permet de briser le carcan du passé et du présent dans lequel le règne de l'exploitation nous tient prisonnier ou en esclavage, sinon on ne peut pas réfléchir librement, on ne peut pas imaginer qu'un autre monde soit possible, on ne peut pas penser au-delà du capitalisme. Si j'osais, j'ajouterais que c'est plein de poésie aussi, un peu comme lorsqu'on observe un oiseau qui s'envole, la réalité est à la fois le maintenant et ici ou ailleurs, en physique quantique également, avec le capitalisme on est rivé sur place et on n'attend plus que crever !

Si vous prenez à la lettre le contenu des infos qui figurent dans cette causerie, vous allez devenir fou, vous allez vous dire qu'on ne viendra jamais à bout de la forteresse qu'on construit l'oligarchie financière, et bien je ne suis pas du tout d'accord avec cela. Leur forteresse, il ne s'agit pas de la nier, ce serait ridicule, cependant en se plaçant sur le plan du socialisme, je vous assure qu'on peut en venir à bout, car elle est en carton. Elle a été construite pour servir leur régime, leur lutte de classe, elle ne fonctionne que sous certaines conditions, mais une fois qu'elles ont disparu ou qu'on a pris le pouvoir, elle s'effondrera sur elle-même à la vitesse qu'une démolition contrôlée. Elle tient uniquement à défaut d'alternative politique, c'est tout.

Capitalisme : Stop ou encore ?

Le visage hideux, cruel du capitalisme s'étale quotidiennement sur tous les écrans de télévision, d'ordinateur, de téléphone portable du monde entier.

Sur le coup, cela peut être déprimant ou effrayant, mais il faut bien se dire que cela ne pourra durer indéfiniment ou que ce n'est qu'une question de temps avant que le premier coup mortel lui soit porté qui annoncera sa chute finale.

C'est parce que la barbarie du capitalisme frappe absolument tous les continents et tous les peuples, que socialisme ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

Les Etats-Unis sont le porte-étendard de cette barbarie, c'est le pays où l'expérience du capitalisme et ses contradictions ont été conduites jusqu'à leurs limites extrêmes, extrémistes, il en fallait bien un. Et bien, il se produira la même chose avec le socialisme.

Il faudra bien un jour qu'il démarre quelque part avant de se répandre à travers le monde, une fois que ces limites jusqu'alors décrétées infranchissables auront cédé, de la lente et longue fermentation de la putréfaction du capitalisme s'étendant sur des décennies, sortira enfin dans la douleur, parce qu'il ne peut pas en être autrement, une société plus juste ou meilleure, libérée de toute servitude humaine, réellement humaniste, telle que l'avaient imaginé des penseurs, philosophes, combattant de la liberté, tout au long des millénaires de l'aventure humaine.

Ce n'était déjà plus une utopie, puisqu'on était parvenu à l'imaginer, ils ne restaient plus qu'à réunir les conditions pour qu'elle se réalise. Nous y sommes presque, même si les apparences

peuvent donner l'impression trompeuse qu'on en serait fort éloigné. C'est ce à quoi nous œuvrons laborieusement quotidiennement, je vous appelle à y participer.

Le visage hideux, cruel du capitalisme.

1 Africain sur 5 souffre de la faim - LePoint.fr 28 février 2024

Selon les dernières estimations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la proportion de la population africaine souffrant de sous-alimentation était de 19,7 % en 2022, soit son niveau le plus élevé depuis vingt ans. Alors qu'elle avait fortement baissé entre 2000 et 2014, passant de 22,4 % à 15,3 %, elle a connu, depuis, un net rebond qui s'est accéléré en 2020 avec la pandémie de Covid-19.

En 2022, la prévalence de la sous-alimentation était de 7,5 % en Afrique du Nord, 11 % en Afrique australe, 15 % en Afrique de l'Ouest et environ 29 % en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Elle touchait au moins un tiers de la population dans neuf pays, dont le Lesotho, Madagascar, la République centrafricaine et la Somalie, où son taux dépassait 45 %. 38 % du nombre total de personnes sous-alimentées

Le nombre d'Africains sous-alimentés a quant à lui progressé de 57 millions par rapport à 2019 et son niveau d'avant pandémie. Il affiche une hausse d'environ 100 millions depuis le début du siècle, passant de 183,3 millions en 2000 à 282 millions en 2022, ce qui représente 38 % du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde, estimé à 735 millions. Au niveau régional, l'Afrique de l'Est compte le plus grand nombre de personnes sous-alimentées (134,6 millions), contre 62,8 millions en Afrique de l'Ouest, 57 millions en Afrique centrale, 19,5 millions en Afrique du Nord et 7,6 millions en Afrique australe. LePoint.fr 28 février 2024

J-C – Vous savez que je vis en Inde depuis près de 30 ans, ici la faim et la sous-alimentation on connaît, elles sont partout. On meurt encore de faim en Inde, j'en ai été témoin récemment.

C'est un sujet de conversation quotidienne, si bien qu'aucune discussion ne peut se terminer, sans qu'on ait demandé à la personne avec laquelle on conversait, si elle avait mangé et ce qu'elle avait mangé. C'est un réflexe systématique, pour un Français, c'est surprenant, pour un Indien, c'est la moindre des choses.

Vous comprenez pourquoi je suis aussi radical et déterminé, socialiste sans plus...

Statistiques (hors robots) de fréquentation du blog *Le Socialisme*.

Janvier 2024

- 2089 connexions

Février 2024

- 2232 connexions

Cette semaine : Entre 120 et 191 connexions par jour.

Quand le culte du capitalisme tourne au cauchemar général. Comment ont-ils pu accumuler autant de richesse et de pouvoir ?

J-C - C'est la question que devrait commencer par se poser ceux qui s'en étonnent, ils arriveraient peut-être à la conclusion qu'ils en partagent la responsabilité.

Si l'issue politique dépend de la prise en charge de leur propre destin par les travailleurs, à commencer par ceux des classes moyennes les plus instruites, cela signifie que jusqu'à présent ils ne s'en sont pas vraiment souciés et que d'autres s'en sont chargés à leur place, autrement dit au-delà des discours officiels qu'on leur servait, ils n'ont pas vraiment cherché à comprendre dans quel monde ils vivaient. Ils se sont laissé vivre d'une certaine manière, sans doute parce que leurs conditions d'existence étaient supportables ou ils en tiraient quelques satisfactions individuelles et ils s'en contentaient, sans non plus se soucier qu'elles n'étaient pas acquises définitivement et qu'elles pourraient un jour gravement se détériorer, sans chercher à savoir également à quoi ou à qui ils devaient leur petit confort relatif...

Au final, ils ont ignoré que ce sont les hommes et les femmes dont ils font partie qui font l'histoire et personne d'autres, et si cette histoire est si imparfaite ou douloureuse, synonyme de guerres et de souffrances à n'en plus finir, c'est parce qu'ils n'en avaient pas conscience, il est donc tant qu'ils modifient leur perception de la situation qui ne correspond manifestement pas à la réalité, et qu'ils prennent enfin en mains leur destin pour procéder à un changement de régime politique et économique, donc s'organisent dans un parti ouvrier révolutionnaire qui a pour objectif d'éradiquer le capitalisme et ses institutions de la surface de la Terre.

Dit autrement, j'avais rédigé ce passage la veille :

On ne peut pas analyser la situation ou l'aborder sereinement, on ne peut pas ne pas être choqué par la tournure qu'a pris la situation depuis quelques décennies et plus particulièrement depuis ces dernières années, si on refuse d'admettre le constat suivant : Les versions officielles de tous les grands événements qui ont marqué le XXe siècle, telles qu'elles furent rédigées ou reprises par les gouvernements successifs, pratiquement tous les partis politiques et l'ensemble des médias, la quasi-totalité des historiens ou universitaires ayant pignon sur rue, telles qu'elles sont reproduites dans les manuels scolaires, étaient frauduleuses, une escroquerie intellectuelle destinée à maintenir le peuple dans l'ignorance du monde dans lequel il vivait vraiment, pour l'empêcher de le combattre efficacement et d'imposer une société qui soit basée sur les besoins sociaux du peuple et ses aspirations démocratiques légitimes, débarrassée du régime d'exploitation et d'oppression responsable de tous les maux de la société.

« À qui appartient le monde ? » Un petit groupe avec beaucoup d'argent Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 27 février 2024

« *Who Owns the World* » [Qui sont les propriétaires du monde ? \ A qui appartient le monde ?] est le titre d'un documentaire extraordinaire, décrivant comment Big-Big Money contrôle non seulement tous les aspects de votre vie, mais a une emprise sur chaque gouvernement, l'organe politique de l'ONU, ainsi que sur chaque agence de l'ONU et toutes les industries et services de ce monde.

Ces plus grands investisseurs sont BlackRock, Vanguard et State Street.

Ces mêmes groupes d'investissement contrôlent également plus de 90 % des principaux médias du monde.

Même l'empire médiatique de Rupert Murdoch appartient majoritairement à BlackRock / Vanguard. Ce n'est donc pas étonnant que presque aucune nouvelle ne pénètre dans les murs du secret sur ces principaux actionnaires de tous les aspects de la vie humaine et des activités et entreprises liées à la vie.

Ils contrôlent les politiciens, la géopolitique et les déploiements militaires.

C'est un monopole auquel on ne peut littéralement pas s'opposer par des moyens traditionnels. Ils ont également créé « *l'ordre fondé sur des règles* » – d'outrepasser toutes les lois internationales et nationales.

Ils ne connaissent aucune limite, aucune éthique et n'adhèrent à aucune norme en matière de droits de l'homme. Le pouvoir, c'est eux.

Pour lire la suite (conseillé) :

https://www.mondialisation.ca/a-qui-appartient-le-monde-un-petit-groupe-avec-beaucoup-dargent/5686902?doing_wp_cron=1709315169.2360360622406005859375

La vidéo en anglais :

<https://rumble.com/vn7lf5-monopoly-who-owns-the-world-must-see.html>

J-C – Ce qui manque à cet article, comme à tous les autres du même type.

S'ils détiennent effectivement tous les pouvoirs, ils n'en demeurent pas moins, qu'ils ne peuvent l'exercer sans le concours des institutions nationales en place dans chaque pays, de la législation et de la Constitution qui légitiment leurs pouvoirs. Il suffirait donc de renverser ces institutions, d'abolir la Constitution pour leur ôter ces pouvoirs, les neutraliser et les empêcher de continuer de nuire à la société.

Il est donc possible d'agir et de transférer leurs pouvoirs au peuple, il existe une solution pratique, politique pour se débarrasser de cette vermine et de leur système économique obsolète, guerrier, génocidaire, contrairement à ce qu'on veut faire croire aux travailleurs et aux jeunes, encore faut-il s'organiser dans un parti qui mette cet objectif à l'ordre du jour, un parti qui n'ait aucun lien avec le capitalisme, l'Etat qui le protège.

A votre modeste niveau avec moi, contribuons ensemble à construire ce parti socialiste indépendant qui nous fait si cruellement défaut.

Vous doutez peut-être de l'efficacité de cet engagement et c'est tout à fait légitime, dites-vous bien que la contestation ou toute résistance qui ne se traduit pas en acte ne sert à rien, et qu'au contraire tout effort déployé contribue à faire avancer notre cause, lentement mais sûrement nous vaincrons. Pourquoi ? Parce que notre combat se situe dans le sens du processus historique, de son développement, de sa progression ou de son orientation.

Ce n'est pas une croyance ou d'une déclaration de foi.

Si vous n'êtes toujours pas convaincus, ayez à l'esprit en permanence que, puisque rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, chaque combat, aussi modeste soit-il, contribue au mouvement révolutionnaire universel des exploités et des opprimés pour y mettre un terme définitif. Ensemble nous vaincrons, nous réaliserons le socialisme !

Aveu ou désillusion ?

La route de la dédollarisation est semée d'embûches : Entretien avec Sergei Glazyev par Pepe Escobar - sputnikglobe.com 28 février 2024

Glazyev est allé droit au but en ce qui concerne l'inertie du système : *«Le principal problème des bureaucrates et des experts est de savoir pourquoi ils n'ont pas d'idées. Parce qu'ils partent du principe que le statu quo actuel est le meilleur. S'il n'y a pas de sanctions, tout ira bien. L'architecture financière internationale créée par les États-Unis et l'Europe est pratique. Tout le monde sait comment travailler dans le système. Il est donc impossible de passer de ce système à un autre. Pour les entreprises, ce sera très difficile. Pour les banques, ce sera difficile. Les gens ont été éduqués dans le paradigme de l'équilibre financier, totalement libertaire. Ils ne se soucient pas que les prix soient manipulés par les spéculateurs, ils ne se soucient pas de la volatilité des monnaies nationales, ils pensent que c'est naturel (...) C'est une sorte de secte religieuse. Les sectes religieuses ne créent pas d'innovation».*

En réalité, les problèmes sont profonds et ne cessent de s'aggraver : *«Le problème, ce sont nos régulateurs, éduqués par le FMI, et le deuxième problème, c'est la corruption. Si vous négociez le pétrole et le gaz en dollars, une grande partie des bénéfices est volée, il y a beaucoup de sociétés intermédiaires qui manipulent les prix. Les prix ne sont que la première étape. Le prix du gaz naturel lors de la première transaction est environ 10 fois inférieur à la demande finale. Il existe des barrières institutionnelles. La majorité des pays n'autorisent pas nos entreprises à vendre du pétrole et du gaz au client final. Par exemple, il n'est pas possible de vendre du gaz aux ménages. Néanmoins, même sur le marché ouvert, très compétitif, nous avons des intermédiaires entre le producteur et le consommateur – au moins la moitié des revenus sont soustraits au contrôle du gouvernement. Ils ne paient pas d'impôts».*

Pour lire l'article en entier (fort instructif) :

<https://reseauinternational.net/la-route-de-la-dedollarisation-est-semee-dembuches-entretien-avec-sergei-glazyev/>

Fanatisme et propagande. Mystification et instrumentalisation du climat.

Radio France engage un Tournant environnemental - radiofrance.com 30.08.2022

La crise climatique fait l'objet d'un consensus scientifique international solide depuis plus de vingt ans, documenté par le GIEC dans ses rapports successifs. Plus personne ne peut en ignorer les conséquences graves et concrètes sur l'environnement, l'économie et la vie humaine. Beaucoup a été fait pour parler des enjeux environnementaux sur nos antennes et faire de Radio France un média de service public écologiquement responsable. Pourtant, face à l'ampleur de l'urgence climatique, nous sommes résolus à aller plus loin. Radio France engage un tournant environnemental.

En tant que média :

Nous nous tenons résolument du côté de la science, en sortant du champ du débat la crise climatique, son existence comme son origine humaine. Elle est un fait scientifique établi, pas une opinion parmi d'autres

Les antennes de Radio France font de la crise climatique un axe éditorial majeur. Il se déclinera dans nos programmes et nos tranches d'information, au quotidien et dans des spéciales. Nous maintiendrons également un volume conséquent d'émissions et de chroniques dédiées. Un accès thématique facile à ces programmes sera disponible en permanence sur le site et l'application Radio France.

Radio France lance le plus grand plan de formation de son histoire à destination de ses journalistes, ses producteurs et équipes de production, et ses animateurs, sur les questions climatiques et scientifiques.

En complément, ils en rajoutent une couche quotidiennement.

L'inquiétante température des océans qui atteint des records - RFI 2 mars 2024

Changements climatiques. L'émissaire américain John Kerry sonne l'alarme sur le financement de la cause - lapresse.ca 2 mars 2024

Leur humanisme est la politesse des salauds, illustration.

À Besançon, la ville offre des "leggings thermiques" aux étudiants qui ont froid - BFMTV 1 mars 2024

Selon la mairie sur ses réseaux sociaux, ce collant chaud permet aux personnes qui le portent de baisser le chauffage de 1 à 1,5°C, soit 20 à 40% d'économie d'énergie. BFMTV 1 mars 2024

J-C – Même en calcul élémentaire, ils sont nuls à BFMTV. La température intérieure d'une habitation est habituellement de 20°C. 10% de 20 donne 2 et non 1, 1 équivaut à 0,5% de 20. Qui plus est, je ne pense pas que sur le plan de la santé il soit recommandable de porter un vêtement très ajusté au corps ou moulant, qui empêche la peau de respirer normalement, qui perturbe la régulation naturelle de la température du corps durant une longue période.

Démystification sur une base scientifique.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

1. Introduction.

Les médias martèlent en boucle deux affirmations dogmatiques qu'ils présentent comme vérités ne pouvant être contestées :

(I) La terre se réchaufferait d'une manière catastrophique et accélérée ;

(II) L'origine de cette évolution serait due aux émanations humaines (anthropiques) de gaz à effet de serre¹, dont le principal est le CO₂ (dioxyde de carbone). La conclusion logique de (i-ii)² est que, pour « *sauver la planète* » du réchauffement, il faudrait :

(III) décarboner, en réduisant de manière drastique les émanations humaines (anthropiques) de CO₂. Comme nous le montrerons plus loin, les affirmations (i) et (ii) sont fausses, basées sur une succession de mensonges développés à partir de 1987 par le GIEC (voir le §3), organisme dépendant de l'ONU. La décarbonation (iii), dans laquelle l'Europe et les USA se sont lancés depuis la signature des « *Accords de Paris* » en 2015 sera ruineuse et sans efficacité réelle sur l'évolution du climat.

<https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/>

Mes commentaires.

1- Merci pour cet excellent article scientifique très complet, que je vais reproduire dans mon blog au format pdf.

A ce propos, il serait utile qu'un lien pdf figure en tête ou à la suite de chaque article. Actuellement le formatage pdf à partir de l'article en html ou sur Internet n'est réalisable qu'à condition de disposer d'Adobe Acrobat Pro DC pour modifier le fichier pdf, car pour pouvoir le lire, il faut effacer un cadre qui vient s'imprimer en bas de chaque page sur le texte de l'article (Gérer le consentement), ce qui m'a demandé de réaliser 20 fois 5 clics de souris, sinon une partie du texte serait illisible. Je ne pense pas que beaucoup de lecteurs disposent de ce logiciel très coûteux.

Marie Laure A est un troll professionnel assurément. Passons.

Réponse à Barrabes, auquel on rappelle qu'on parle de sciences ici.

Que vaut le jugement d'un jury civil qui est appelé à se prononcer sur un sujet dont il n'a pas les compétences (scientifiques) requises pour statuer ? Que dal ! Que Courrier Internationale,

mais aussi The New York Times et The Guardian notamment aient été satisfaits de ce jugement, confirme à sa manière qu'il était bidon ou qui relevait manifestement d'une manipulation des consciences ou de l'ignorance des jurés.

Les conditions pour être juré aux Etats-Unis.

Afin d'être sélectionné comme juré, il faut tout d'abord remplir certaines conditions :

- Être âgé de plus de 18 ans ;
- Posséder la nationalité américaine ;
- Être un résident du district où a lieu le procès depuis un an minimum ;
- Parler anglais et savoir le lire et l'écrire correctement.

Pour composer un jury, les citoyens sont tirés au sort souvent d'après les listes de la DMV (Department of Motor Vehicles), les listes électorales (même si elles sont souvent peu utilisées en raison du faible taux de participation des Américains aux urnes), ou encore les annuaires de téléphone.

Source : <https://frenchdistrict.com/articles/etre-jure-proces-penal-citoyen-etats-unis/>

J'ai relevé le témoignage de quelqu'un qui a fait partie de 2 jurys en Californie.

- "Beaucoup de procès civils concernent des aspects techniques (contrats, brevets, etc.) qui sont au-dessus de la compréhension des jurys et je pense qu'un juge expérimenté est en meilleure position pour comprendre ce qui se passe. Également au civil, les avocats ont tendance à exclure les jurés ayant une expérience quantitative (ingénieurs, comptables, etc.) pour sélectionner un jury très influençable, ce qui aboutit à des jugements absurdes."

Source : <https://fr.quora.com/Quelle-est-la-diff%C3%A9rence-entre-le-jury-am%C3%A9ricain-et-le-jury-fran%C3%A7ais-dans-les-tribunaux>

2- (En réponse à un lecteur)

"*A minima*", lisez attentivement les commentaires et vous aurez la réponse à votre question.

Vous comme moi ou n'importe quel citoyen peut être amené à être désigné par tirage au sort comme juré populaire, pour délibérer sur des questions délicates ou très précises qui nécessitent de posséder des compétences particulières que ni vous ni moi ni le citoyen lambda ne possédons. En votre âme et conscience comme ils disent, malgré tout accepteriez-vous de vous prononcer, prétendriez-vous être en mesure de démêler le vrai du faux, prendriez-vous le risque de faire condamner un innocent ou d'innocenter un coupable, personnellement, je m'y refuserais, car je me vois mal commettre une injustice, c'est une question de principe non négociable.

Quand je dois statuer sur un sujet que je ne maîtrise pas, convenons que cela nous arrive à tous sans exception quotidiennement, je m'en remets uniquement aux faits qui ont été portés à ma connaissance, de manière suffisamment claire pour pouvoir en saisir la nature et évaluer leurs potentielles implications... Quand malgré tout je ne parviens pas à en comprendre la signification, j'examine les différentes interprétations qui en ont été données et je retiens

provisoirement celle qui me paraît la plus logique, j'écarte toutes celles qui comporteraient trop d'approximations, le moindre mensonge, la moindre manipulation ou qui reposerait sur le déni ou l'autocensure de certains faits dont j'ai eu connaissance, car forcément elles relèveraient de l'escroquerie intellectuelle.

A l'issue de l'épreuve auquel j'ai soumis cet article, selon mes critères très stricts ou mon esprit critique aiguisé par plus de 40 ans d'expérience et d'études multidisciplinaires, après avoir examiné attentivement les arguments en faveur de la théorie de Michael Mann, j'en ai conclu que cet article était suffisamment clair et sérieux pour être retenu et partagé, pour le coup, en mon âme et conscience.

Je rajoute un mot.

Un lecteur avait posté un commentaire dans lequel figurait un lien renvoyant à un article de Radio Canada. J'ai ouvert et lu cet article où figurait un lien que j'ai suivi en me livrant pendant 2 heures à une investigation sur le Net, le résultat est à lire en fin de causerie pour ceux que cela intéresse.

Quand le récit du réchauffement climatique dû à l'activité humaine responsable de l'augmentation du CO2 dans l'air ne résiste pas au fait.

Cette région sauvage d'Afrique est le 2e plus grand émetteur de CO2 au monde, et personne ne sait pourquoi - futura-sciences.com 21 février 2024

Les scientifiques tentent de comprendre pourquoi une zone naturelle située en Afrique émet des quantités immenses de carbone : des terres sauvages situées entre l'Éthiopie et le Soudan émettent presque autant de CO2 qu'un grand pays comme la Chine !

C'est un mystère que personne n'arrive encore à expliquer avec certitude, une partie de l'Afrique tropicale émet des quantités astronomiques de dioxyde de carbone alors même que la zone est très peu urbanisée. Si cette région, située entre l'Éthiopie et le Soudan, était un pays, celui-ci serait le deuxième plus grand émetteur mondial de carbone, juste derrière la Chine. Des scientifiques ont utilisé les mesures satellites, mais aussi des capteurs à bord d'avions, pour tenter de comprendre comment une zone essentiellement composée de savanes pouvait polluer autant. Cette région est pourtant un important puits de carbone, qui absorbe le CO2 en grande quantité lors de la saison humide, grâce à la croissance des plantes. Mais lors de la saison sèche, des quantités anormalement élevées de carbone sont libérées.

L'origine de ces émissions de carbone fait encore débat dans la communauté scientifique et les différentes études ne sont pas d'accord entre elles. Parmi les différentes hypothèses :

- Le carbone provient des feux de végétation, mais les forêts sont peu nombreuses dans cette zone et la végétation est plutôt rase ;
- Une partie de ce carbone est transporté dans l'atmosphère de l'Afrique par de grands courants, mais provient d'autres pays ;

- Les terres, qui ont séquestré beaucoup de carbone grâce à la végétation, sont dégradées par les humains et relâchent toute cette pollution dans l'air. (Le carbone n'est pas un polluant mais un atome indispensable à la croissance des organismes vivants. - J-C)

En famille dans le camp de la guerre. Vite la guerre, le temps presse !

Réarmons-nous vraiment !

J-C - Nicolas Baverez est un des piliers ou idéologues du groupe Bilderberg. Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il appartient au comité directeur de ce groupe. Il est aussi trésorier de la Société des amis de Raymond Aron.

Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, il y préside le groupe de travail Affaires étrangères et défense. Henri de La Croix de Castries en est le président depuis 2015, il est également président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012.

Nicolas Baverez est devenu néolibéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986. Il appelle dans son livre *La France qui tombe*, paru en 2003, le gouvernement français à procéder à une « *thérapie de choc libérale* » prenant pour modèle les réformes instaurées au Royaume-Uni par Margaret Thatcher et Tony Blair. (Source : Wikipédia.org)

J-C – Une ordure assumée.

Le basculement vers l'économie de guerre, effectif en Russie, reste virtuel en France. Il est urgent de réinvestir dans notre défense. Par Nicolas Baverez - lepoint.fr 24/02/2024

En 2024, 18 des 31 alliés des États-Unis au sein de l'Otan rempliront l'objectif d'un effort de défense à 2 % du PIB et leurs dépenses cumulées atteindront 380 milliards de dollars. Le Royaume-Uni a porté son budget militaire à 50 milliards de livres, dont 7,5 milliards pour reconstituer les stocks de matériels et de munitions. L'Allemagne respectera le seuil de 2 % du PIB en 2024 avec un budget de 72 milliards d'euros grâce à l'abondement du fonds spécial de 100 milliards d'euros. L'Union européenne fait désormais du réarmement une priorité et entend produire plus d'un million d'obus à partir de 2025.

La France doit donc engager le débat qui a été éludé lors de la LPM pour la transformer en loi de réarmement, associant modernisation de la dissuasion et conversion de l'armée conventionnelle à la guerre de haute intensité. Cela implique de retrouver de la masse et de la profondeur, de réinvestir dans les blindés, l'artillerie, l'aviation et les bâtiments de combat, d'engager des programmes d'urgence pour combler le retard accumulé dans les drones et pour reconstituer les stocks de rechange et de munitions.

Pour cela, il faut faire des choix. Sur le plan national, en coupant dans les transferts sociaux pour réarmer. Sur le plan européen, en réorientant vers la défense les fonds du plan de relance de 750 milliards d'euros qui n'ont été consommés qu'à hauteur de 25 % et en plaçant l'industrie de défense en dehors du champ des normes ESG, du devoir de vigilance ou de la taxonomie qui, sous l'influence d'ONG allemandes financées par le Kremlin, entend interdire leur financement en les assimilant à la pornographie. Face à la menace existentielle des

empires autoritaires, cessons d'appliquer de manière inconsidérée le terme de réarmement à la démographie, à l'économie, à la santé ou à l'éducation. Réserveons-le à la défense, mais faisons-le !

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/la-france-n-a-toujours-pas-bascule-vers-l-economie-de-guerre-24-02-2024-2553326_32.php

Ils ont besoin d'un ennemi pour justifier leur propagande de guerre et bernier le peuple, l'entraîner dans leur guerre.

J-C – Notre « *principal ennemi* » est dans notre propre pays, c'est le CAC40, ce sont les capitalistes qu'il faut exproprier, c'est Macron, son gouvernement, la réaction qui siège à l'Assemblée nationale et au Sénat, au sein de toutes les institutions de la Ve République qu'il faut abattre, la Constitution qu'il faut abolir.

Ingérences étrangères: Darmanin affirme que la Russie est "le principal ennemi" de la France - BFMTV mer. 28 février 2024

S'exprimant devant la commission des Lois du Sénat, Gérald Darmanin, qui évoquait les "ingérences étrangères", a affirmé que "la première menace est une menace russe".

"La Russie est le principal ennemi aujourd'hui" de la France "dans la guerre informationnelle, d'agressivité sur le territoire", a fait valoir ce mardi 27 février Gérald Darmanin.

Le ministre a ajouté que la Russie ne menait "pas qu'en France" cette "guerre informationnelle, d'agressivité". "Beaucoup de territoires occidentaux" sont concernés, a-t-il dit. Il a relevé aussi que la Russie n'était "pas le seul" pays à pratiquer ces ingérences. "Il y a, a-t-il dit, d'autres puissances asiatiques qui font ce genre de travail".

Envoi de troupes en Ukraine: l'ambassade russe en France alerte sur un risque de "Troisième Guerre mondiale" - BFMTV 28 février 2024

"L'envoi de troupes au sol sera la ligne rouge parce que ça peut déclencher la Troisième Guerre mondiale, et ça sera la guerre entre les puissances nucléaires", a-t-il lancé.

Envoi de troupes en Ukraine : « On ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement ! », avertit Gérard Larcher - Publicsenat.fr 27 février 2024

"Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu", a déclaré le président de la République.

« *Il y a un changement d'attitude annoncé par le président de la République, cela ne peut pas se faire dans le dos du Parlement* », a réagi Gérard Larcher le président du Sénat sur le plateau de Public Sénat, en marge de sa visite au Salon de l'Agriculture.

« *Une décision de cette nature, une décision grave, ne peut être prise qu'en coordination avec les pays de l'Union européenne, qu'en coordination avec l'OTAN* », estime le troisième personnage de l'Etat.

« *Et je rappelle que l'on ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement ! C'est une décision dont il devrait nous entretenir, avant même de l'annoncer. Là, le Parlement est incontournable, c'est dans la Constitution* », avertit encore le président du Sénat.

Le soutien de la France à l'Ukraine fera l'objet d'un débat suivi d'un vote au Parlement, a annoncé l'Elysée ce mardi, en début d'après-midi. « *Le président de la République a demandé au gouvernement de faire devant le Parlement une déclaration relative à l'accord bilatéral de sécurité conclu avec l'Ukraine le 16 février 2024 et à la situation en Ukraine, suivie d'un débat et d'un vote* », indique la présidence dans un communiqué. Ce vote, qui se tient dans le cadre de l'article 50-1 de la Constitution, n'engage pas l'exécutif.

Kouchner, BHL, Ménard : Macron ne compte qu'une poignée de soutiens pour l'envoi de militaires en Ukraine - RT 28 févr. 2024

«*Oui je suis favorable à des troupes au sol. C'est pas facile à dire, ça va coûter des sacrifices*»: l'ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2010) Bernard Kouchner a tenu à apporter son soutien à Emmanuel Macron après ses propos polémiques tenus le 26 février sur l'envoi de troupes en Ukraine.

Le philosophe Bernard-Henri Lévy a lui aussi tenu à défendre le président en dénonçant «*beaucoup de mauvaise foi chez ceux (notamment les propagandistes de Poutine) qui font dire à Macron qu'il veut envoyer des troupes au sol en Ukraine*».

Côté élus, seule la majorité a défendu la prise de position du président, ainsi que l'eurodéputé Raphaël Glucksmann.

Un eurodéputé désavoué par le secrétaire général du Parti socialiste Olivier Faure, qui a dénoncé une «*surenchère verbale irresponsable*». Celui qui était signataire d'une tribune défendant la guerre américaine en Irak a finalement tenté de s'échapper de la polémique qu'il avait provoquée à gauche. «*Recentrons le débat : l'urgence, c'est de livrer toutes les armes nécessaires à la résistance ukrainienne et d'accroître massivement nos sanctions contre le régime russe*», a-t-il assuré. RT 28 févr. 2024

Ils n'ont pas déjugé Macron, bien au contraire : «Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant»... ce qui laisse entendre qu'elle pourrait le devenir.

J-C – Cette menace s'inscrit dans le cadre de leur stratégie de la peur et du chaos...

Troupes occidentales en Ukraine : les dirigeants européens désavouent Macron - RT 27 févr. 2024

L'Allemagne, la Suède, la Pologne, l'Espagne et la République tchèque ont estimé que l'envoi de troupes en Ukraine n'était pas envisageable pour le moment, réagissant aux propos d'Emmanuel Macron qui avait affirmé qu'il ne devait pas «être exclu». La Slovaquie s'est montrée encore plus critique.

«Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant», a déclaré ce 27 février le Premier ministre suédois Ulf Kristersson sur la chaîne publique SVT en réaction aux propos du président français Emmanuel Macron, qui avait affirmé la veille au soir que l'envoi de troupes occidentales au sol en Ukraine ne devait pas «être exclu» à l'avenir.

«Pour l'instant, nous sommes occupés à envoyer du matériel avancé à l'Ukraine [et ce] de différentes manières», a souligné le chef du gouvernement suédois. «Il n'y a pas de demande» côté ukrainien pour des troupes au sol, a fait valoir Ulf Kristersson. Donc, «la question n'est pas d'actualité», a-t-il insisté.

«En revanche, les traditions d'engagement des pays» sur la scène internationale diffèrent entre elles, et «la tradition française n'est pas la tradition suédoise», a estimé le Premier ministre sur SVT.

Le Premier ministre suédois n'est pas le seul dirigeant à avoir tempéré les propos d'Emmanuel Macron. Le chef du gouvernement néerlandais Mark Rutte, cité par Le Figaro à l'issue de la réunion de l'Élysée, a aussi assuré que cette question de l'envoi de troupes au sol n'était pas été à l'ordre du jour.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a quant à lui déclaré à AP que l'Alliance atlantique n'avait aucun plan d'envoi de troupes en Ukraine.

«Ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir», à savoir «qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les États européens, ni par les États de l'OTAN sur le sol ukrainien», a pour sa part jugé le chancelier allemand Olaf Scholz lors d'une conférence de presse.

Le porte-parole du gouvernement espagnol a lui déclaré que Madrid n'était «pas d'accord» avec l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine.

Les chefs des gouvernements polonais et tchèques Donald Tusk et Petr Fiala, réunis à Prague juste avant une rencontre avec leurs homologues hongrois et slovaque dans le format dit Groupe de Visegrad, ont aussi commenté les propos tenus la veille par le président français Emmanuel Macron, déclarant ne pas envisager un envoi de troupes.

«Aujourd'hui, nous devrions nous concentrer, comme l'ont fait les gouvernements polonais ou tchèque, à soutenir l'Ukraine au maximum dans son effort militaire», a estimé Donald Tusk.

Dmitri Peskov a relevé ce 27 février que l'envoi de personnel militaire avait été discuté en Europe. «Si cela advient, nous devons parler non pas de la probabilité, mais de l'inévitabilité d'un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN», a prévenu le porte-parole du Kremlin.

«Un certain nombre de pays européens maintiennent une évaluation sobre du danger potentiel lié à l'envoi de troupes en Ukraine et à leur implication dans un conflit brûlant», a-t-il néanmoins noté.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lui ajouté que ceux qui évoquaient la création d'une coalition pour fournir des missiles ainsi que l'envoi de troupes au sol en Ukraine devraient «utiliser leur tête pour des pensées plus rationnelles et plus sûres pour l'Europe».

La diplomatie russe Maria Zakharova a, sur Telegram, taclé le dirigeant français en rappelant que des combattants français se trouvaient en Ukraine, avant d'évoque «les soldats français de la division SS Charlemagne qui furent les derniers défenseurs du Reichstag [en 1945]». «Emmanuel, comptez-vous former la deuxième Charlemagne pour la défense du bunker de Zelensky ?», a-t-elle ajouté.

«Je peux commenter l'ambiance qui régnait lors de cette réunion. Elle était militaire : soutenir la guerre à tout prix, tout faire pour que cette guerre continue», a déclaré le Premier ministre slovaque Robert Fico dans une vidéo citée par RIA Novosti. «J'ai été très surpris qu'il n'y ait pas un seul mot sur un quelconque plan» pour la paix ou pour une sorte d'initiative de paix», a-t-il regretté.

Le chef du gouvernement slovaque, partisan d'une désescalade en Ukraine, avait déjà déclaré le 26 février que «plusieurs États membres de l'OTAN et de l'UE» envisageaient «d'envoyer leurs soldats sur le territoire de l'Ukraine sur une base bilatérale».

«Nous voyons d'énormes risques pour la sécurité dans les accords bilatéraux qui seront probablement conclus prochainement avec les États membres de l'OTAN et de l'UE qui veulent envoyer leurs troupes en Ukraine», avait-il ajouté.

«Je ne peux même pas l'imaginer. Il y aura des soldats des États membres de l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine. Je sais ce qu'ils y feront, mais cela fait partie d'une information réservée. C'est pourquoi je ne la diffuserai pas», a-t-il déclaré, ajoutant qu'une telle décision conduirait à «une énorme escalade de la tension». Et d'ajouter : «Tout ce qu'ils veulent, c'est que la tuerie continue.» RT 27 févr. 2024

Ukraine : comment, depuis 2014, la CIA a formé et équipé les agents de Kiev - RT 27 févr. 2024

Une enquête du New York Times a levé le voile sur la collaboration, post-Maïdan, entre la CIA et les services ukrainiens. Un soutien qui, au-delà d'un réseau de bases «secrètes» établi

à la frontière russe, a également permis aux Ukrainiens de mener des opérations clandestines en Russie avant l'éclatement du conflit.

«*Un secret jalousement gardé depuis une décennie*» ébruité ? Dans une enquête basée sur «*200 entretiens*», publiée le 26 février, le New York Times (NYT) vient mettre plus en lumière la coopération de longue date entre la CIA et le renseignement ukrainien, notamment comment Langley aurait «*supporté un réseau de bases d'espionnage*» au cours des huit dernières années et qui «*comprend 12 lieux secrets le long de la frontière russe*».

La CIA a également, «*vers 2016*», souligne le quotidien, «*commencé à former un commando d'élite ukrainien, connu sous le nom d'Unité 2245*». L'agence américaine «*a également aidé à former une nouvelle génération d'espions ukrainiens qui ont opéré en Russie, en Europe, à Cuba et dans d'autres endroits où les Russes sont très présents*», toujours selon le NYT.

Collaboration qui, selon la même source, aurait débuté dès le 24 février 2014, soit au lendemain du coup d'État pro-occidental de Maïdan. Au bout de dix ans, «*cela a transformé l'Ukraine [...] en l'un des partenaires de renseignement les plus importants de Washington contre le Kremlin aujourd'hui*», stipule le média américain.

Si jusqu'à l'éclatement du conflit en février 2022, la CIA n'aurait pas aidé les Ukrainiens à commettre des assassinats dans le Donbass ainsi qu'en Russie, les éléments qu'elle a formés ne s'en sont pas privés. Les Ukrainiens se seraient en effet, selon le NYT, montrés «*impatients*» face aux «*lignes rouges*» américaines «*qu'ils considéraient comme une prudence excessive*»

Le média américain revient notamment sur l'assassinat en octobre 2016 d'Arséni Pavlov, dit «*Motorola*», colonel du bataillon Sparta. Opération ukrainienne qui aurait provoqué la colère de «*certaines conseillers*» de Barack Obama, relate le quotidien, avant d'ajouter : «*L'élection présidentielle opposant Donald Trump à Hillary Clinton était dans trois semaines – et les assassinats se sont poursuivis.*»

En février 2017, ce fut au tour de Mikhaïl Tolstykh, alias «*Givi*», commandant du bataillon Somalia, d'être tué par les services ukrainiens. En réponse, les Russes auraient fait exploser la voiture du chef de l'unité 2245, Maksim Shapoval, au mois de juin suivant, alors qu'il «*se rendait à Kiev pour rencontrer des officiers de la CIA*», toujours selon le NYT. «*À la veillée funéraire du colonel, l'ambassadrice américaine en Ukraine, Marie Yovanovitch, se tenait en deuil aux côtés du chef de station de la CIA*», relate-t-il.

Le quotidien américain revient également sur un épisode auquel a pris part l'actuel chef du renseignement militaire ukrainien, le général Kirill Boudanov, «*étoile montante de l'Unité 2245*» que la CIA «*avait formé*». Sans préciser de date précise, ce dernier aurait ainsi mené «*des commandos*» en Crimée en 2016 afin de «*placer des explosifs*» sur un aérodrome de la péninsule où étaient stationnés des «*hélicoptères d'attaque*» russes. La mission fut un échec, et des soldats russes furent tués. Cet événement aurait provoqué la «*colère*» de Vladimir Poutine, assure le New York Times. «*Il ne fait aucun doute que nous ne laisserons pas passer ces choses*», avait alors assuré le président russe.

Une description qui semble faire directement référence à une série d'événements survenus début août 2016, au cours desquels un agent du Service fédéral de sécurité (FSB) et un soldat

russe avaient été tués. Le FSB avait notamment indiqué que le groupe avait en sa possession une vingtaine d'engins artisanaux, équivalents à plus de 40 kilos de TNT. Des affirmations russes reléguées dans la catégorie «*allégations*» par une partie de la presse occidentale, reprenant les démentis ukrainiens et qualifiant les propos de Vladimir Poutine de «*belliqueux*».

Un fiasco ukrainien qui avait également agacé côté américain, selon le *New York Times*, notamment Joe Biden, le «*défenseur de l'aide à l'Ukraine*». «*Cela pose un problème gigantesque*», se serait emporté le vice-président de Barack Obama auprès du président ukrainien Petro Porochenko, arguant du fait qu'il serait dorénavant beaucoup plus difficile pour lui de présenter des arguments aux États-Unis.

Des conseillers de Barack Obama auraient alors voulu mettre fin au programme de la CIA en Ukraine. Le patron de l'agence les aurait toutefois «*persuadés que cela serait contre-productif*» relate le NYT, «*étant donné que cette relation commençait à produire des renseignements sur les Russes alors que la CIA enquêtait sur l'ingérence russe dans les élections*» américaines.

Auprès de son homologue ukrainien, le général Kondratiuk, le directeur de la CIA, John Brennan, aurait alors réitéré les fameuses «*lignes rouges*» de Washington. Un rappel à l'ordre qui, selon le *New York Times*, aurait «*bouleversé*» l'officier ukrainien. «*La réaction de Washington a coûté son poste au général Kondratiuk. Mais l'Ukraine n'a pas reculé*», précise le média.

Les États-Unis, non plus, n'ont pas reculé, à en croire le récit du quotidien new-yorkais. Si l'élection de Donald Trump en novembre 2016 «*a mis les Ukrainiens et leurs partenaires de la CIA sur les nerfs*», l'implication des États-Unis en Ukraine n'aurait eu de cesse de se renforcer. «*Quoi que dise et fasse*» Donald Trump, «*son administration est souvent allée dans la direction opposée*», souligne le *New York Times*, qui évoque une multiplication par dix des effectifs d'une des bases du renseignement ukrainien à la frontière russe. «*Empêcher la Russie d'interférer dans les futures élections américaines était une priorité absolue de la CIA au cours de cette période*», a encore ajouté le quotidien.

Une présence américaine qui perdura malgré le lancement de l'offensive russe en février 2022, date à partir de laquelle les «*lignes rouges*» de Washington furent levées. «*La Maison Blanche de Biden a autorisé les agences d'espionnage à fournir un soutien en matière de renseignement aux opérations meurtrières contre les forces russes sur le sol ukrainien*», souligne le média américain. Celui-ci relate également que des agents américains qui «*ne voulaient pas abandonner leurs partenaires*» ukrainiens seraient restés «*dans un complexe hôtelier dans l'ouest*» du pays, où ils rencontraient «*leurs contacts ukrainiens pour leur transmettre des informations*».

Ces révélations, concernant dix années d'investissements américains dans la reprise en main des services ukrainiens, surviennent alors que l'aide militaire américaine demeure bloquée au Congrès des États-Unis.

En octobre 2023, une enquête du *Washington Post* avait déjà révélé la participation active des États-Unis dans la modernisation des agences de renseignements ukrainiennes (SBU et GUR)

et la montée en puissance des commandos ukrainiens formés aux opérations clandestines. RT
27 févr. 2024

Combat contre le wokisme et la théorie du genre, la pédophilie.

Le Salvador bannit l'idéologie du genre des écoles publiques - Journal du Dimanche 3 mars 2024

José Mauricio Pineda, ministre de l'Éducation du Salvador s'est félicité, mardi 27 février, à travers un message posté sur les réseaux sociaux, d'avoir retiré tous les documents concernant « *l'idéologie du genre* » dans les écoles publiques du pays. Tout membre d'établissement scolaire découvert violant cette directive sera confrontée à des conséquences juridiques pouvant entraîner une perte de poste, a annoncé le ministre. Journal du Dimanche 3 mars 2024

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la Santé à Gaza : Le bilan de l'agression contre la bande de Gaza s'élève à 30 410 martyrs et 71 700 blessés. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Pour la première fois, le Sénat d'un pays européen adopte des sanctions contre « Israël ». - french.almanar.com.lb 27 février 2024

Le Sénat irlandais a adopté lundi 26 février à l'unanimité une motion visant à imposer des sanctions à Israël et à interdire le passage des armes américaines destinées à Israël depuis l'espace aérien irlandais.

Le président colombien suspend tous les achats d'armes à « Israël »: le monde doit boycotter Netanyahu - Al Manar 29 février 2024

Le président colombien Gustavo Petro a annoncé que « *la Colombie a suspendu tous les achats d'armes israéliennes* », soulignant que « *le monde doit boycotter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu* ».

Il a ajouté dans un message sur son compte sur la plateforme X: « *Lorsqu'ils ont demandé de la nourriture, plus de 100 Palestiniens ont été tués par Netanyahu. Cela s'appelle un génocide, et cela nous rappelle l'Holocauste, même si les puissances mondiales le font, je ne veux pas le reconnaître* ». Al Manar 29 février 2024

Ce sont eux qui fabriquent l'antisémitisme.

Plus de 2/3 des Israéliens juifs s'opposent à l'aide humanitaire aux Palestiniens affamés à Gaza - Union juive française pour la paix (UJFP) 23 février 2024

Un nouveau sondage de l'Institut israélien de la démocratie montre que 68% des Israéliens juifs s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux résidents de Gaza* ».

Il s'agit là d'une donnée choquante. L'Institut israélien de la démocratie a publié cette semaine une enquête montrant que plus des deux tiers des Israéliens juifs – soit 68 % – s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux habitants de Gaza à l'heure actuelle* ».

Pire encore, le sondage a abaissé la barre pour exclure toute opposition possible à l'UNRWA (qu'Israël incite à combattre) ou aux autorités du Hamas (qu'Israël considère comme des terroristes). En vain. Plus des deux tiers s'opposent toujours à l'aide humanitaire « *via des organismes internationaux qui ne sont pas liés au Hamas ou à l'UNRWA... Une majorité de répondants juifs (68 %) s'oppose au transfert de l'aide humanitaire même dans ces conditions* », note l'enquête.

Les chiffres sont pires lorsqu'il s'agit des Israéliens juifs de droite, où l'opposition atteint 80 %, soit quatre sur cinq. Il faut savoir qu'environ 2/3 des électeurs israéliens sont considérés comme étant de droite.

Il faut vraiment s'arrêter là. Nous nous trouvons dans une situation où les Palestiniens de Gaza meurent de faim, où les gens consomment des aliments pour animaux dans leur désespoir. La semaine dernière, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a indiqué que des habitants de Gaza « *mouraient déjà de causes liées à la faim* », et un dépistage nutritionnel de l'UNICEF dans le nord de Gaza a révélé qu'un enfant de moins de deux ans sur six souffrait de malnutrition aiguë. Les Israéliens ne sont pas complètement ignorants. Ils soutiennent un génocide à une écrasante majorité.

Il est désormais courant dans la société israélienne de discuter de l'âge à partir duquel il est acceptable d'affamer les enfants. Lors d'une récente discussion sur le programme d'information d'une grande chaîne publique, un ancien responsable du Mossad et l'animateur chevronné sont parvenus à un consensus sur le fait qu'il était légitime d'affamer les enfants de plus de 4 ans.

Une grande partie du monde, y compris les États-Unis, semble nier le caractère meurtrier et explicitement génocidaire de la société israélienne. Nancy Pelosi ne cesse de parler d'Israël comme de « *la seule démocratie de la région* » alors que les Israéliens eux-mêmes soutiennent l'affamement des enfants. Les gens ne semblent pas comprendre.

L'aide humanitaire était l'un des principaux points de l'ordonnance rendue le 26 janvier par la Cour internationale de justice lorsqu'elle a jugé plausible qu'Israël commette un génocide, comme l'en accuse l'Afrique du Sud. Il s'agit du point 4 de l'ordonnance, qui stipule que :

«L'État d'Israël doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens de la bande de

Gaza ont besoin de toute urgence pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles ils sont confrontés.»

Même le juge israélien ad hoc Aharon Barak, qui a voté contre 4 des 6 mesures urgentes, a voté pour celle-ci (elle a été adoptée à 16 contre 1, la juge ougandaise Julia Sabutinde, qui a voté contre absolument toutes les mesures, étant l'exception).

Il s'agit d'une chose tellement fondamentale, d'une exigence tellement fondamentale – même en temps de guerre. Lorsque l'on s'oppose à une question aussi fondamentale, cela devient autre chose qu'une guerre, cela devient un génocide. C'est ce que nous constatons.

Ce sondage ne fait que confirmer ce que nous avons déjà constaté. Des manifestants israéliens ont bloqué des camions d'aide à la frontière sud, près de Rafah. On pourrait être tenté de les considérer comme des extrémistes marginaux, mais le sondage montre qu'ils font partie du courant dominant. Le sondage confirme également que des dirigeants israéliens comme le ministre de la défense Yoav Galant, qui a déclaré au début du génocide : « *J'ai ordonné un siège total de la bande de Gaza – pas d'électricité, pas de nourriture, pas de gaz, tout est fermé – nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* », sont réellement représentatifs de l'ensemble de la population.

C'est le pire niveau de déshumanisation de la société israélienne dont je me souviens depuis que j'y suis né, il y a 52 ans. Bien sûr, cette déshumanisation n'a pas commencé le 7 octobre, elle existait bien avant ma naissance et même avant que l'État n'existe. Mais aujourd'hui, elle semble atteindre son paroxysme. Les Israéliens ne semblent même plus se soucier de maintenir un semblant de libéralisme – ils sont passés en mode génocide. Et quand je parle de déshumanisation, ce ne sont pas seulement les Palestiniens qui sont déshumanisés dans ce processus. Les Israéliens se réduisent eux-mêmes à un niveau de barbarie. C'est vraiment quelque chose que nous nous sommes infligé à nous-mêmes en nous convainquant que le fait de prendre des dizaines de milliers de vies palestiniennes nous rachètera d'une manière ou d'une autre de cet abîme. Ce n'est pas le cas. UJFP 23 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille dans le camp de la réaction.

Élections européennes : Glucksmann explique pourquoi il vote à « 80 % » comme la Macronie - Le HuffPost 3 mars 2024

La chef de file de la liste socialiste pour les élections européennes Raphaël Glucksmann a expliqué ce dimanche 3 mars voter à « 80 % » comme les troupes du camp présidentiel au Parlement européen. Le HuffPost 3 mars 2024

Totalitarisme en famille. Consensus, union nationale, collaboration de classes, leurs guerres et leurs tûlards valent bien cela.

Record historique dans les prisons, 76.258 personnes incarcérées pour 61.737 places - Journal du Dimanche 1 mars 2024

3.059 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé à même le sol, soit une hausse de 50,2 % de plus qu'en 2023. Parmi les prisonniers, 20.254 sont en attente de leur jugement.

83 % des Français favorables à l'augmentation du nombre de places dans les prisons

Face à l'engorgement persistant des prisons, plus de quatre personnes sur cinq sont favorables à une augmentation des capacités d'accueil des établissements pénitentiaires, d'après une enquête réalisée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD.

D'un point de vue politique, les soutiens du Parti socialiste sont à 83 % en faveur du projet. La France insoumise et Europe Écologie-Les Verts présentent des taux plus faibles, respectivement 71 % et 64 %. Le parti Renaissance exprime un fort soutien (92 %) à l'expansion des prisons, tandis que du côté du Rassemblement national, ils sont moins nombreux (84 %) à plaider en faveur de l'augmentation du nombre de places dans les établissements. Journal du Dimanche 1 mars 2024

Il faut bien financer l'économie de guerre.

L'exécutif se prépare à durcir à nouveau les règles de l'assurance-chômage - Publicsenat.fr 27 février 2024

À l'heure où la croissance ralentit et les recettes fiscales se tassent, les dépenses sociales ne devraient pas être épargnées par l'objectif de réduction du déficit public. Comme il s'y était engagé à l'occasion de son discours de politique générale fin janvier, Gabriel Attal a répété une fois de plus qu'il était favorable à ce qu'on « *rouvre le chantier* » de l'assurance chômage.

Durée d'indemnisation, dégressivité des allocations : les pistes évoquées par l'exécutif

En attendant, l'exécutif fournit déjà des pistes pour durcir l'assurance chômage. Plusieurs hypothèses sont posées sur la table par le Premier ministre, qui s'est confié au Journal du dimanche la semaine dernière, en marge d'un déplacement en Charente-Maritime. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire. On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a-t-il détaillé.

En plein marathon budgétaire au Parlement, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a aussi eu l'occasion de formuler une idée assez radicale : aligner la durée indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait fait valoir le ministre, devant les sénateurs en novembre.

Quelques semaines plus tard, Emmanuel Macron a exprimé le souhait d'introduire des conditions « *plus sévères quand des offres d'emploi sont refusées* ». C'était le 16 janvier, à l'occasion de sa conférence de presse à l'Élysée. À Davos, en Suisse, le lendemain, il avait confirmé vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». Publicsenat.fr 27 février 2024

L'Union européenne contre les paysans par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 27 février 2024

Partout dans l'Union européenne, les paysans se dressent contre la Politique agricole commune (PAC) qui pourtant les subventionne. Les gouvernements leur répondent avec des mesures d'ajustement, des simplifications bureaucratiques et quelques paroles de réconfort. En réalité, ils sont impuissants face à une structure conçue pour appliquer une idéologie qui se révèle folle.

<https://www.voltairenet.org/article220483.html>

Inde.

L'Inde reproche le blocage de Washington à l'OMC pour régler les différends - AFP/RT 28 févr. 2024

À l'occasion la 13e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Abou Dhabi, le ministre indien du Commerce Piyush Goyal a expliqué, dans un entretien à l'AFP, que les États-Unis bloquaient l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux depuis le mandat d'Obama.

Le ministre indien du Commerce a expliqué ce 28 février, à peine arrivé à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que son pays n'envisageait pas de « *finaliser* » d'accord tant que Washington bloquerait le mécanisme de l'organisation permettant aux pays de régler leurs différends.

« *Il est important que la première question que nous réglions soit l'organe d'appel et certains pays empêchent cela* », a-t-il déclaré. Le ministre indien n'a pas nommé les États-Unis mais l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux de l'OMC est paralysé depuis fin 2019 à la suite du blocage par Washington du renouvellement des juges, une pratique initiée sous l'administration de Barack Obama et que Donald Trump et Joe Biden ont poursuivie.

Les États-Unis reprochent à l'organe d'appel de trop interpréter les règles de l'OMC, et estiment aussi que les décisions des juges ne devraient pas aller à l'encontre de la sécurité nationale des pays.

« *Je trouve très regrettable que certains pays ne permettent pas à l'OMC de fonctionner pleinement* », a souligné Piyush Goyal, expliquant que toutes les décisions prises par l'OMC depuis sa création sont dans les limbes « *car il n'existe pas d'instance d'appel* ».

Le dirigeant indien a estimé que «*l'ensemble du fonctionnement de l'OMC*» était actuellement «quelque peu à l'arrêt». «*Sans organe d'appel, si j'ai un problème avec une nation, je ne peux rien y faire. Même si je gagne un jugement, cela n'a aucune valeur*», a-t-il remarqué.

Russie.

La Transnistrie appelle à l'aide la Fédération de Russie - Réseau Voltaire 29 février 2024

Lors de la dissolution de l'Union soviétique, en 1991, des États se sont créés selon les divisions régionales de l'URSS. Cependant la Transnistrie, qui était rattachée par l'administration soviétique à la Moldavie après la Seconde Guerre mondiale, s'est déclarée indépendante cinq jours après celle-ci.

Les Moldaves rêvaient du modèle états-unien, tandis que les Transnistriens ont poursuivi celui de Mikhaïl Gorbatchev : construire une nation à la fois démocratique et communiste. Furieux, les Etats-Unis tentèrent, en 1992, de détruire ce pays en recrutant une armée roumaine sous le commandement du colonel Howard J. T. Steers (conseiller spécial de l'Otan) [1]. La Russie de Boris Eltsine la laissa tomber, mais les Transnistriens se défendirent seuls et gagnèrent leur liberté.

Aujourd'hui les allocations sociales et les salaires des employés du secteur public ne sont pas payés par Chisinau qui ne reconnaît pas l'indépendance de la République moldave du Dniestr, mais prétend que les Transnistriens sont ses citoyens.

Alors qu'un accord était intervenu entre la Moldavie et la République non-reconnue moldave du Dniestr (Transnistrie) pour qu'elle ait accès à la fois au marché de l'Union européenne et au marché global, Chisinau a édité de nouvelles normes au début 2024. Les entreprises transnistriennes, qui commercent avec 90 pays, doivent être enregistrées en Moldavie pour pouvoir y transiter. Or, elles ne le peuvent pas car les banques moldaves le leur refusent. Elles ne peuvent pas non plus le faire via l'Ukraine en raison de la guerre.

Durant tout le mois de janvier, des manifestations se sont tenues à Tiraspol pour protester contre cet étranglement économique. Les deux tiers des Transnistriens ont la triple nationalité moldave/transnistrienne/russe. 1 500 à 2 000 soldats russes constituent une mission de paix permanente sur place.

Le 21 février, le président transnistrien, Vadim Krasnosselski, a annoncé la convocation de tous les députés en Congrès, pour la première fois depuis 18 ans. L'Ukraine, qui avait tenté d'assassiner le président transnistrien en septembre dernier, a envoyé immédiatement son ambassadeur, Paun Rogovei, pour s'assurer que la situation ne dégénère pas. Le département d'État US a dépêché, le 27 février, Christopher W. Smith, un adjoint de la sous-secrétaire Victoria Nuland.

Le 28 février, le Congrès des députés s'est réuni. Il a appelé la Russie à l'aide, mais n'a pas demandé le rattachement à la Fédération, alors que ses citoyens l'avaient fait par référendum à 97 % des suffrages exprimés en 2006 et son gouvernement, en 2014, lors du rattachement de la Crimée.

En 2019, la Rand Corporation, think tank du complexe militaro-industriel états-unien, avait rédigé un plan visant à affaiblir le rival russe en le contraignant à intervenir en Ukraine, puis en Transnistrie [2]. Le plan avait été présenté à la Chambre des représentants le 5 septembre 2019.

En janvier 2022, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'était rendu à la frontière ukraino-transnistrienne pour y rencontrer la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM). Il s'agissait de planifier la crise actuelle. [3]. Réseau Voltaire 29 février 2024

Notes :

[1] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

<https://www.voltairenet.org/article150085.html>

[2] « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 8 mars 2022.

<https://www.voltairenet.org/article215897.html>

[3] « *Josep Borrell organise le siège du Donbass et de la Transnistrie* », Réseau Voltaire, 10 janvier 2022.

<https://www.voltairenet.org/article215192.html>

Investigation. C'est bien pire qu'un complot, comment ils se servent de leurs milliards pour empoisonner et emprisonner toute la société pour s'en assurer le contrôle.

J-C – Un conseil d'ami : Avant de prendre pour argent comptant ou de relayer une info provenant d'un média, vaut mieux s'abstenir ou s'y reprendre à deux fois pour ne pas se faire manipuler.

Radio-Canada digne de Radio France.

Radio-Canada - Dans un récent rapport, le Center for Countering Digital Hate, qui documente et analyse la circulation de publications haineuses et la désinformation sur les réseaux sociaux, a identifié une nouvelle tendance surnommée "*le nouveau négationnisme climatique*".

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2048286/michael-mann-climatologue-diffamation>

Qu'est-ce que c'est le Center for Countering Digital Hate ? Une officine au service des gouvernements britannique et américain.

Le Center for Countering Digital Hate (CCDH) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui cherche à lutter contre la désinformation en ligne. Elle possède des bureaux à Londres et à Washington. (Source : Wikipédia)

Imran Ahmed, PDG et fondateur du Center for Countering Digital Hate (CCDH), a déclaré :

« Les scientifiques ont gagné la bataille pour informer le public sur le changement climatique et ses causes, c'est pourquoi ceux qui s'opposent à l'action climatique ont cyniquement changé de combat pour saper la confiance dans les solutions et dans la science elle-même. »

« Les jeunes passent énormément de temps sur des plateformes de partage de vidéos comme YouTube. Ces nouvelles formes de déni du climat, qui se sont rapidement multipliées au cours des six dernières années, visent à confondre et à affaiblir le soutien de l'opinion publique à l'action pour le climat au cours des prochaines décennies. »

<https://counterhate.com/blog/the-new-climate-denial-major-new-report-on-youtube-uncovers-evolution-of-climate-deniers-tactics/>

Quand les autorités britanniques demandent conseil à Imran Ahmed avant de légiférer sur la censure.

UK Parliament - 9 September 2021 - Draft Online Safety Bill - At 9:45am: Oral evidence

Mr Imran Ahmed : CEO and Founder at Center for Countering Digital Hate

Imran Ahmed: Good morning. Thank you to the committee for inviting CCDH to give evidence today. It is really great to hear of the range of experience that is being brought to this question. I am glad that Her Majesty's Government have decided to take the politics out of this and have the pre-legislative scrutiny, because this is a really important issue.

Imran Ahmed : Bonjour. Je remercie la commission d'avoir invité le CCDH à témoigner aujourd'hui.

C'est vraiment formidable d'entendre parler de l'éventail d'expériences qui sont apportées à cette question. Je suis heureux que le gouvernement de Sa Majesté ait décidé de sortir de la politique et de procéder à un examen pré législatif, car il s'agit d'une question très importante.

<https://committees.parliament.uk/event/5444>

Comité mixte sur le projet de loi sur la sécurité en ligne - Jeudi 9 septembre 2021

A lire aussi :

<https://counterhate.com/blog/new-climate-denial-imran-ahmed-on-nprs-living-on-earth-podcast/>

Pour vous donner une idée du personnage, cet individu parle ainsi des scientifiques qui ne partagent pas la version officielle :

Imran Ahmed - Ils font appel à des « *experts* ». Ils ont l'apparence de la neutralité académique ou de la recherche, ils ont des visuels, des graphiques. Parfois, les présentateurs portent même une veste en tweed pour donner l'impression d'être érudites, c'est une astuce que j'ai utilisée moi-même dans le passé.

La CCDH a des liens avec le British Labour Party de gauche. La fondatrice du groupe, Imran Ahmed, est un ancien conseiller des députés travaillistes Hilary Benn et Angela Eagle. Kristy McNeill, membre du conseil d'administration, est une ancienne conseillère de l'ancien Premier ministre britannique du Parti travailliste Gordon Brown, et l'ancien membre du conseil d'administration Morgan McSweeney a démissionné du conseil d'administration pour devenir chef de cabinet au chef du Parti travailliste Keir Starmer.

Financement ou la piste de l'argent qui ne trompe pas.

Selon les registres fiscaux, au cours de la première année d'Imran Ahmed en tant que directeur général de la CCDH en 2021, la société a levé environ 1,47 million de dollars, dont environ 1,1 million de dollars provenant du fonds de charité de Schwab, dont le bailleur de fonds de charité, conseillé par les donateurs. (Lire plus loin sur le fonds de charité de Schwab – J-C)

<https://www.influencewatch.org/non-profit/center-for-countering-digital-hate/>

L'organisation CCDH est membre de la coalition Stop Hate For Profit et de la coalition Change the Terms. Depuis le 4 mai 2020, la campagne Stop Funding Fake News est devenue un projet du CCDH. (Wikipédia.org)

En partant de Stop Hate for Profit on arrive à l'Anti-Defamation League.

Anti-Defamation League

Jonathan Greenblatt : CEO and National Director

He is a Henry Crown Fellow of the Aspen Institute and a member of the Council on Foreign Relations.

L'Aspen Institute est en grande partie financé par des fondations telles que la Carnegie Corporation, le Rockefeller Brothers Fund, la Fondation Gates, la Fondation Lumina et la Fondation Ford (Wikipédia)

Le Council on Foreign Relations (CFR) fondé en 1921, il est un think tank américain basé à New York et Washington.

Il est composé d'environ 5 000 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique. Le CFR est considéré comme l'un des think tanks les plus influents en politique étrangère. Il publie une revue bimensuelle, Foreign Affairs. Sur 502 membres importants des

gouvernements des États-Unis sur la période allant de 1945 à 1972 plus de la moitié d'entre eux avaient été membres du Council on Foreign Relations.

En 2008 il a lancé un programme de cinq ans intitulé « *Institutions internationales et gouvernance mondiale : Le nouvel ordre mondial au XXI^e siècle.* » (Wikipédia)

La Anti-Defamation League financée par la fondation Schwab Charitable reçoit des fonds de Goldman, Vanguard et Bank of America notamment.

Fonds de bienfaisance Schwab.

L'organisation est l'un des nombreux bailleurs de fonds conseillés par les donateurs aux États-Unis, qui sont gérés par de grandes institutions financières. L'organisation est la sixième plus grande organisation caritative aux États-Unis et l'une des plus grandes organisations donatrices du pays.

De nombreuses institutions et sociétés de courtage, telles que Schwab, Fidelity Investments, Bank of America et Goldman Sachs ont créé des armes caritatives pour exploiter des fonds conseillés par les donateurs, qui sont tous organisés en tant qu'organisations caritatives 501(c). Outre la Charitable de Schwab, ces organisations comprennent le Goldman Sachs Philanthropy Fund, Fidelity Charitable Gift Fund, Vanguard Charitable Endowment Program et Bank of America Charitable Gift Fund.

En 2018, Schwab Charitable a été l'un des plus grands bailleurs de fonds aux États-Unis, collectant plus de 3,3 milliards de dollars de contributions auprès des titulaires de comptes et donnant plus de 1,8 milliard de dollars à des œuvres de bienfaisance. Schwab Charitable facture à ses donateurs des frais d'administration autres que de compte de courtage traditionnel et verse une petite fraction de ses recettes à Charles Schwab et à d'autres sociétés de conseil financière pour les frais annuels de gestion des actifs et d'administration. L'organisation verse des salaires allant jusqu'à 600 000 dollars à plusieurs cadres et gestionnaires d'actifs et signale un total de 27 employés dont le salaire est supérieur à 100 000 dollars.

Depuis la création de Schwab Charitable, les donateurs de Schwab Charitable ont contribué à plus de 130 000 organisations caritatives avec des subventions totalisant plus de 10 milliards de dollars.

Financement des organisations de gauche

Selon le rapport annuel 2017 de Schwab Charitable, les subventions de l'organisation ont triplé, passant de 504 millions de dollars en 2011 à 1,6 milliard de dollars au cours de l'exercice 2017. Alors que l'organisation (au nom des détenteurs de fonds conseillés) donne des montants importants aux organisations de droite, l'augmentation de la subvention de l'organisation a été accompagnée d'une augmentation des dons aux groupes de gauche.

D'autres organisations de défense gauche qui comptent parmi les principaux bénéficiaires des fonds, dont l'Anti-Defamation League...

Stop Funding Fake News (Arrêter de financer les fausses nouvelles)

Stop Funding Fake News (SFFN) est une organisation informelle qui fait campagne pour supprimer les annonceurs des sites web accusés de diffuser des informations trompeuses et fabriquées de toutes pièces. L'organisation a commencé en février 2019, mais a été placée sous la direction du Center for Countering Digital Hate en mai 2020.

Halte au financement de Fake News a lancé une campagne pour définancer les centres des fonds et des médias de droite qui critiquent les manifestations de Black Lives Matter et les manifestations de George Floyd. Le 16 juin, SFFN a tweeté dans neuf grandes sociétés et organisations les accusant de soutenir hypocritement BLM alors qu'elle faisait de la publicité sur un ou plusieurs des sites inscrits sur la liste noire.

Source : <https://www.influencewatch.org>

En complément, le réseau d'associations et d'ONG tentaculaire qu'ils financent grâce à l'immense fortune qu'ils ont accumulée

Fonds de dons et de bienfaisance Fidelity Investments

Depuis 1991, Fidelity Charitable a distribué plus de 40 milliards de dollars sous forme de subventions à plus de 300 000 organisations caritatives.

Fidelity Investments Charitable Gift Fund est la plus grande organisation caritative publique aux États-Unis, qui détient plus de 30 milliards de dollars d'actifs sous gestion à partir de 2019.

Jacob Pruitt est le président de Fidelity Charitable, en tant que membre en octobre 2021

Pruitt était auparavant chef des investisseurs à T. Row Price de 2014 à 2021, une entreprise d'investissement multinationale. Il a également été chef régional de la gestion des actifs du groupe Vanguard de 2007 à 2014.

Selon son formulaire 990 de 2022, l'organisation a déclaré un chiffre d'affaires de 19 858 151 933 dollars, des dépenses d'un montant de 11 634 379 981 dollars et un montant total d'actifs de 48 314 187 764 dollars.

Selon leur rapport d'offre de 2024, Fidelity Charitable a été d'environ 11,8 milliards de dollars dans plus de 2 340 165 subventions uniques au cours de l'exercice 2023. Plusieurs des principales organisations qui ont reçu des subventions sont notamment les suivantes : dont Wikimedia...

Source : <https://www.influencewatch.org>

Navalny. La NED/CIA passe aux aveux. A propos de leur dernière victime. Ils ont signé leur crime.

Déclaration du NED sur la mort du chef de l'opposition russe Aleksey Navalny - ned.org 16 février 2024

Je vous passe leur bafouille, allons directement à la conclusion :

NED - « *Toute l'équipe du NED exprime notre solidarité avec Aleksey Navalny, sa famille, les prisonniers politiques en Russie et les aspirations démocratiques de tous les citoyens russes* », a déclaré Miriam Lansky, directrice principale de l'Eurasie au NED.

<https://www.ned.org/ned-statement-on-reported-death-of-russian-opposition-leader-aleksey-navalny/>

Mélenchon avait écrit sur X : "*Honneur à sa résistance*", ils n'auront même pas besoin de le recruter ! Quel con !

Devinez qui parrainait la 60e Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) ? La NED/CIA.

Ils ont pignon sur rue, ils ne se cachent pas, bien au contraire, ils sont les bienvenues, ils sont chez eux en somme. Mais alors, les chefs d'Etat ou de gouvernement, les ministres qui participent à ce genre de conférence, ils servent à quoi ? Ce sont des figurants, de simples exécutants, ils se montrent, ils débitent les fadaises qu'ils ont apprises par cœur et ils s'en vont, ce sont d'autres acteurs qui rédigent et adoptent les textes qu'ils appliqueront par la suite.

Watch: How to Outsmart the Bad Guys; NED at Munich Security Conference

Regarder : Comment déjouer les méchants ; la NED à la conférence de Munich sur la sécurité - ned.org

"*Les violations des droits de l'homme et l'affaiblissement de la démocratie alimentent l'instabilité et les conflits*", a déclaré Damon Wilson, président-directeur général de la NED. "*La démocratie est au cœur de la sécurité et doit être représentée dans les discussions de Munich.*"

La réunion publique organisée par la NED sur le thème "*Autocracy Inc. vs. Democrats United : Comment déjouer les méchants*", animée par la journaliste Anne Applebaum, lauréate du prix Pulitzer, a réuni un panel d'éminents experts, dont la lauréate du prix Nobel Maria Ressa, la dirigeante de la Biélorussie libre Sviatlana Tsikhanouskaya, le journaliste et militant iranien Masih Alinejad, le sénateur américain Sheldon Whitehouse et le député Gerry Connolly, pour discuter de la manière dont les dirigeants autoritaires travaillent ensemble comme jamais auparavant, en utilisant la technologie pour faire échouer les mouvements démocratiques et s'accrocher au pouvoir à tout prix.

<https://www.ned.org/watch-how-to-outsmart-the-bad-guys-ned-at-munich-security-conference/>

Une autre officine mondiale de la réaction que vous ne connaissiez pas.

Annnonce de la douzième Assemblée mondiale du Mouvement mondial pour la démocratie à Johannesburg (Afrique du Sud) - ned.org 14 février 2024

NED - Le Mouvement mondial pour la démocratie tiendra sa 12e Assemblée mondiale à Johannesburg, en Afrique du Sud, les 20 et 22 novembre 2024, pour commémorer les 30 ans de démocratie de l'Afrique du Sud... Lors de la 12e Assemblée mondiale, plus de 500 dirigeants de la société civile, des dirigeants politiques et des penseurs de près de 100 pays se réuniront pour travailler dans une cause commune pour renouveler la démocratie. Sous le thème « *Revitaliser la démocratie : résilience, réflexion et innovation* », les délégués réfléchiront aux gains démocratiques et projeteront les ambitions de la communauté d'action du Mouvement mondial.

Qu'est-ce qui les rend si hystérique cette année ?

NED - « *La démocratie est une année de basculement pour la démocratie, plus de 60 pays se rendant aux urnes. Il y a tant de choses en jeu* », déclare Maria Ressa, présidente du comité de pilotage du Mouvement mondial.

Quand on a à l'esprit que ce sont les pires ennemis de la démocratie.

NED - La démocratie dans le monde continue de se heurter à d'énormes défis. L'état de droit est en train d'être démantelé; l'insécurité et les conflits sont en augmentation; les technologies de surveillance et l'utilisation d'une IA génératrices menacent d'accroître la répression; et les acteurs étatiques extérieurs et les acteurs étatiques cherchent à saper les démocraties. Un avenir démocratique ne peut être considéré comme acquis. À l'Assemblée mondiale, les grandes voix de la démocratie, les experts chevronnés et les nouveaux dirigeants se réuniront, favorisant l'action collective pour mobiliser l'appui du public et des politiques afin de réaliser leur vision pour l'avenir de la démocratie.

À propos du Mouvement mondial pour la démocratie

Le Mouvement mondial pour la démocratie, lancé en 1999, est une communauté d'action composée d'individus et d'organisations qui travaillent ensemble pour catalyser l'appui politique et public à la démocratie dans le monde entier. Le National Endowment for Democracy, basé à Washington, sert de secrétariat pour le Mouvement mondial.

Dans la rubrique ils osent tout. Plus cruel, tu meurs !

Dans la lettre annuelle 2024 de la Fondation Gates

- Des centaines de millions de personnes vivent avec moins de 2,15 dollars par jour sur la même planète où, au cours des 24 premiers mois de la pandémie, la richesse des milliardaires a augmenté plus qu'au cours des 23 années précédentes. (Ils s'en vantent, on pourrait croire eu premier abord qu'ils se foutent ouvertement de la gueule de leurs lecteurs, à moins qu'ils pensent avoir affaire à des admirateurs. Ce sont des psychopathes qui écrivent ici, qui agissent, des malades mentaux, on a du mal à l'imaginer ou à l'admettre, et c'est pour cette raison qu'on a du mal à saisir la réalité. J-C)

Alors que les besoins augmentent, les ressources dont les pays à faible revenu disposent pour y répondre diminuent. Près de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays qui dépensent plus pour le service de la dette extérieure que pour la santé. L'aide publique au développement (les subventions et les financements à faible coût qui aident les pays les plus pauvres à répondre aux besoins humains fondamentaux) a régulièrement diminué en termes réels, car les pays riches se concentrent sur d'autres priorités, tant au niveau national qu'à l'étranger.

<https://www.gatesfoundation.org/fr-fr/ideas/articles/2024-gates-foundation-annual-letter>

Comment ils visent le contrôle des générations futures ou la neutralisation de la lutte de classe des exploités.

Pourquoi nous avons besoin d'une éducation construite pour la paix, en particulier en temps de guerre - weforum.org 28 février 2024

- Tout au long de l'histoire, le rôle de l'éducation dans l'édification d'une paix durable a été sous-estimé.

- Aujourd'hui, alors que les guerres font rage de l'Ukraine à Gaza et au-delà, nous devons redoubler d'efforts pour garantir à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité.

- Cela n'est pas seulement la bonne chose à faire, mais aussi des sociétés plus pacifiques et plus prospères.

Ce que les enfants apprennent et comment les enfants ont des conséquences géopolitiques, ainsi que des conséquences sociales et économiques fondamentales.

Nous devons accroître nos aspirations à la qualité de l'éducation pour les dizaines de millions d'enfants touchés par les conflits dès maintenant. Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup trop de vies d'enfants sont secouées par la guerre.

Nous savons que l'éducation elle-même réduit les conflits. Les nations sont moins susceptibles de connaître des conflits violents si leur population avait un niveau d'éducation plus élevé. Cela est encore plus important pour les millions d'enfants dont la scolarité est perturbée par la guerre.

La destruction à Gaza devrait conduire à une «*génération perdue*» d'enfants palestiniens, a averti l'ONU.

En temps de crise, nous devrions nous efforcer de reconstruire les systèmes d'éducation pour placer la paix et le développement durable au centre de leurs préoccupations.

Le moyen le plus rapide et le plus efficace d'introduire la consolidation de la paix dans un système d'éducation est d'en faire une condition préalable au financement. Les décideurs et les donateurs devraient insister pour que le thème transversal du règlement des conflits - ainsi que d'autres valeurs fondamentales telles que l'égalité des sexes et la durabilité - soit intégré dans les propositions de nouveaux programmes d'éducation.

<https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/>